

La France sous tutelle complète de Bruxelles !

écrit par Christine Tasin | 13 mars 2013



Nous vous alertions [avant-hier](#) sur les risques de disparition de fait de la nation française remplacée par l'Europe des régions ; hier sur la [disparition](#) du CDI sous les coups de boutoir et des marchés et de l'UE et du medef, avec la complicité active de Hollande ; aujourd'hui, la bouche est bouclée, puisque, comme [le titre](#) clairement le Figaro : **Les Budgets nationaux sont placés sous la tutelle de Bruxelles.**

Le Parlement européen vient de donner à la Commission européenne le droit (et surtout le devoir) de contrôler les débats nationaux précédant le vote des budgets (on peut s'attendre à ce que questions, amendements et autres contestations des diktats bruxellois soient tout bonnement interdits, vive la dictature) et les budgets eux-mêmes.

Autant dire que l'Assemblée nationale va ressembler à un certain nombre de Conseils d'Administration de collèges ou lycées où le projet d'établissement n'est pas voté... mais sera quand même entériné parce qu'il ne peut qu'être conforme aux règles rectorales et ministérielles... Bref les députés vont devoir sacrifier au difficile art « d'enculer » les mouches pour ne pas montrer qu'on nous « encule », délibérément. Excusez cette grossièreté inhabituelle mais quelques

expressions prises au hasard dans l'article évoquent tellement clairement ce qui est en train de se passer pour les peuples d'Europe que la tentation était grande :

*« À la rentrée, les députés français vont voir débarquer l'Europe dans un débat budgétaire qu'ils considèrent comme l'une de leurs dernières grandes prérogatives, dit-on du côté européen. **Il va falloir beaucoup de doigté...**»*

*[...] « La nouvelle loi de l'UE, désormais validée par le Parlement européen comme par les États, **va aussi loin qu'il est possible**»*

L'idée qui sous-tend tout cela est toujours la même : imposer aux peuples l'austérité budgétaire pour les obliger (ils n'auront pas le choix de dire non) à repousser l'âge de la retraite à 70 ans, à supprimer les services publics (trop coûteux) et la solidarité nationale qui va avec, limiter la protection sociale (sauf celle des immigrés, protégés par l'UE) afin de permettre aux marchés d'imposer leur loi sans aucune restriction.

C'est un cas de casus belli. Gageons que seuls Nicolas Dupont Aignan et Marine le Pen oseront dénoncer cette mort de la France ratifiée, entre autres, par Sarkozy puis Hollande, avec le [Pacte budgétaire européen](#) qui prévoit la mise en place de l'infâme [MES](#).

Ecoutez ce que disait déjà Nicolas Dupont Aignan en novembre 2010 :

[\[dailymotion width= »380" height= »258"\]http://www.dailymotion.com/video/xfies3_l-examen-des-budgets-nationaux-par-bruxelles-ne-marchera-pas_news\[/dailymotion\]](http://www.dailymotion.com/video/xfies3_l-examen-des-budgets-nationaux-par-bruxelles-ne-marchera-pas_news[/dailymotion])

Une seule solution : sortir de l'Europe, et vite ! Qu'attendent Marine le Pen, Nicolas Dupont-Aignan et quelques autres pour lancer un grand mouvement de protestation

populaire sur le sujet ? On sait bien sûr que « l'opposition » (sic !) incarnée à l'Assemblée nationale et au Sénat essentiellement par l'UMP est européiste et donc complice actif de la disparition de notre souveraineté. On ne peut donc pas compter sur eux en ce moment d'extrême gravité et d'extrême urgence.

Christine Tasin